

TCHAD-NIGERIA-NIGER-Islamistes

# Quatre soldats tués dans une attaque attribuée à Boko Haram (source sécuritaire)

AFP  
N'DJAMENA/TCHAD

Quatre soldats tchadiens ont été tués samedi soir près de la frontière avec le Niger dans une attaque attribuée au groupe jihadiste nigérian Boko Haram, a indiqué dimanche à l'AFP une source sécuritaire dans la capitale tchadienne N'Djamena. "Aux environs de 20h00 (samedi soir), les éléments de Boko Haram ont atta-

qué le poste de Djoroye près de la frontière avec le Niger dans la région du lac Tchad, tuant quatre de nos soldats", a indiqué à l'AFP cette source sécuritaire. "Dans sa riposte, l'armée tchadienne a tué sept éléments de Boko Haram", a ajouté la même source. Les autorités tchadiennes ne confirment ni ne démentent habituellement ces informations. La région du lac Tchad est soumise à des attaques fréquentes de la secte islamiste Boko

Haram. Le 27 août, une même source sécuritaire tchadienne avait fait état de quatre soldats tchadiens tués lorsque leur véhicule a sauté sur une mine dans la région frontalière avec le Niger. Les pays riverains du lac Tchad (Nigeria, Tchad, Niger, Cameroun) auxquels s'est joint le Bénin, ont mis en place une force régionale pour lutter contre ces jihadistes nigériens. Les armées de cette région ont infligé de sérieux revers à

Boko Haram, contraint d'abandonner certains de ses bastions nigériens. Boko Haram fait actuellement face à de fortes divisions avec la remise en cause du leadership de son chef, Abubakar Shekau. Début août, le groupe État islamique (EI), auquel Abubakar Shekau avait prêté allégeance en mars 2015, avait désigné un nouveau "wali" (chef) de Boko Haram, en la personne d'Abou Mosab Al Barnaoui, fils du fondateur de Boko Haram, Moha-

med Yusuf. Shekau avait ensuite réaffirmé son leadership dans une vidéo. Le 23 août, l'armée nigérienne avait affirmé l'avoir grièvement blessé dans un raid aérien sur la forêt de Sambisa (nord-est), laissant planer des doutes sur son état de santé ou sa mort potentielle. Mais dans une nouvelle vidéo diffusée samedi dans la nuit, Abubakar Shekau dit aller "parfaitement bien" et se dit "en bonne santé".

L'Afrique en bref

•LIBYE-UE-Migrations  
Le lancement de la formation par l'UE des gardes-côtes libyens, dans le cadre de l'opération anti-passeurs Sophia, prend du retard, faute de liste de noms permettant aux Européens de vérifier la loyauté des candidats, a appris l'AFP dimanche de sources diplomatiques. Le commandement de l'UE tablait sur un démarrage effectif de la mission de formation fin septembre-début octobre. Or "on attend toujours" de Tripoli la liste portant sur une centaine de premiers candidats, ont indiqué ces deux sources, parlant d'une tâche "complexe", "d'évidence difficile" pour le gouvernement dirigé par Fayez al-Sarraj.

•AFRIQUE DU SUD-Braconnage

La population des éléphants d'Afrique est au plus bas depuis 25 ans, principalement en raison du braconnage, selon un rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature publié dimanche. L'Afrique compte environ 415.000 éléphants, soit 111.000 de moins que lors de la dernière décennie, selon ce rapport basé sur 275 mesures à travers le continent. "La forte hausse du braconnage, qui a débuté il y a une dizaine d'années, est la principale cause du déclin" de la population d'éléphants, explique l'UICN dans un communiqué. La disparition croissante des zones naturelles d'habitation des pachydermes menace aussi l'espèce, précise l'UICN.

A travers le monde

•VATICAN-Nazisme

Le pape François a salué dimanche la mémoire du prêtre allemand Engelmar Unzeitig, béatifié samedi en Allemagne et mort dans le camp d'extermination de Dachau pour s'être opposé au régime nazi. "Hier à Würzburg (Allemagne), a été proclamé la béatification d'Engelmar Unzeitig, prêtre de la congrégation des missionnaires de Mariannahill", a-t-il souligné, avant une messe célébrée sur la place Saint-Pierre de Rome à l'occasion d'un pèlerinage international d'enseignants du catéchisme. "Tué par haine contre la foi dans le camp d'extermination de Dachau, il a opposé l'amour à la haine, il a répondu par la douceur à la férocité", a commenté le pontife argentin. "Que son exemple vous aide à être des témoins de la charité et de l'espérance, même dans ces temps de tribulations", a-t-il préconisé.

Mali/Conflit armé

# Tombouctou, prête au pardon, a soif de justice

AFP  
Tombouctou/Mali

Depuis quelques mois, les fidèles en quête de la protection des saints patrons de Tombouctou se pressent de nouveau au cimetière des "trois saints". La ville malienne légendaire aux mausolées patiemment restaurés est prête à pardonner aux responsables de leur destruction, mais désespère d'obtenir justice.

Un de ces jihadistes qui dictaient leur loi dans le nord du Mali en 2012, le Touareg malien Ahmad Al Faqi Al Mahdi, est actuellement jugé par la Cour pénale internationale (CPI), dont le verdict est attendu mardi. Poursuivi pour la destruction de neuf mausolées et d'une porte de la mosquée de Sidi Yahia, monuments inscrits au Patrimoine mondial de l'humanité

de l'Unesco, Ahmad Al Faqi Al Mahdi a plaidé coupable et demandé pardon.

"Je le connais bien", raconte à l'AFP Youba Maïga, un bijoutier, témoin du saccage de la porte de Sidi Yahia, qui se souvient l'avoir souvent vu passer dans cette rue, lorsqu'il dirigeait la "hisbah", la brigade islamique des mœurs instituée par les jihadistes. "On a même parlé une fois : ils ont dit qu'ils étaient venus uniquement pour la charia, pour que la charia soit appliquée. Moi j'ai dit : "Avant de le faire, il faut demander à tout le monde", ajoute-t-il.

"S'il a demandé pardon, on va l'accepter car nous sommes croyants, on va lui pardonner, ça n'est pas un problème", assure Youba Maïga. "On veut seulement que la paix vienne et que justice soit faite, c'est tout".

Le président du conseil communal de la jeunesse de Tombouctou,

Salah Maïga, se rappelle également avoir vu quotidiennement Ahmad Al Faqi Al Mahdi, sans jamais avoir de lien avec lui.

"On était là avec des barbares, des gens sans loi, sans croyance, qui se réclament de l'islam", accuse-t-il, affirmant attendre de la CPI "un procès juste, de quelqu'un qui a détruit quelque chose qui appartient à l'humanité toute entière". "Le pardon, quand on le demande, pour tout musulman c'est normal de l'accepter, quel que soit le mal qu'il ait eu à te faire. On est prêts à accepter son pardon et on est prêts à lui pardonner", assure-t-il lui aussi.

Maillon faible

El-Boukhari Ben Essayouti, expert culturel et chef de la Mission culturelle de Tombouctou qui a piloté le projet de réhabilitation des sites conduit par l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science

et la culture), insiste, au-delà de l'importance de la peine de prison qui sera prononcée, sur la "dimension pédagogique, didactique" du procès. "Il faut que le procès serve à quelque chose, que cela puisse signifier à tous qu'au même titre qu'on ne peut pas tuer impunément un être humain, on ne peut pas détruire impunément un sanctuaire du Patrimoine mondial", explique-t-il.

Mais à travers le pays, beaucoup de Maliens craignent que ce procès ne reste un cas aussi symbolique qu'isolé et que l'exigence de justice ne soit sacrifiée à une réconciliation nationale encore fuyante. "Nous pensons qu'il faut faire un exemple, même si cette personne qui est jugée peut représenter aux yeux de certains un unique et faible maillon de toute une chaîne de prédateurs, de criminels", reconnaît Ismaila Samba Traoré, écrivain

et éditeur de Bamako, la capitale, membre d'un collectif d'auteurs qui avaient dénoncé en 2012 la destruction des mausolées comme un crime de guerre.

"Il y a des criminels qui courent toujours, qui ont les mains pleines de sang. Il y a eu énormément de violences pendant cette crise. Et donc, quelque part, énormément de victimes sont en train d'attendre un résultat qui fasse justice", poursuit-il.

Signe des tensions persistantes dans le pays, un écrivain de Tombouctou qualifiant Al Faqi Al Mahdi de "menu fretin" préfère garder l'anonymat par crainte de représailles.

"C'est bon qu'il y ait la justice. Mais il ne faut pas que cela crée des injustices: on tape les plus faibles, on laisse les plus forts", déplore-t-il, avant d'ajouter: "les vrais responsables courent toujours".

MAROC-Elections

# La campagne pour les législatives lancée

AFP  
(RABAT/Maroc)

Près de 10.000 personnes ont participé dimanche matin à Rabat à un grand meeting du parti de la Justice et du développement (PJD, islamiste), démonstration de force qui marque véritablement le début de la campagne pour les législatives du 7 octobre au Maroc. Dès le début de la matinée,

des dizaines de bus ont déversé en matinée des centaines de personnes, arborant casquettes, chasubles et drapeaux aux couleurs bleu et blanc du parti d'Abdelilah Benkirane, qui dirige un gouvernement de coalition depuis cinq ans.

Accueilli sous des salves d'applaudissements, le Premier ministre devait s'exprimer en fin de matinée.

Venus à ce premier meeting de campagne par sections, entre amis ou en

famille, les militants se pressaient dans une salle où s'agitaient une nuée de fanions blancs, surchauffée par les harangues de slogans: "Le PJD est là! Le PJD est là!".

D'immenses affiches avec une lampe à huile, l'emblème du parti, décoraient la tribune, où un écran géant passait en boucle images et discours des dirigeants islamistes.

Ce meeting marque véritablement le début de la campagne pour les législatives, qui a officiellement

débuté samedi dans tout le pays et se clôturera le 6 octobre, veille du scrutin. Une trentaine de partis prendront part à ces élections, pendant lesquelles 16 millions d'électeurs doivent désigner 395 députés.

Le scrutin s'annonce comme un duel serré entre le PJD et son grand rival du Parti authenticité et modernité (PAM), d'inspiration libérale et qui se présente comme "moderniste" face aux islamistes. Aux dernières législatives,

fin 2011, le PJD avait remporté un succès historique, dans le sillage des Printemps arabes, des contestations de rue au Maroc et d'une vaste réforme constitutionnelle voulue par le roi Mohammed VI.

Le parti islamiste, souvent comparé aux Frères musulmans égyptiens, est depuis lors à la tête d'un gouvernement de coalition comptant des libéraux, des communistes et des conservateurs.